

**13 DECEMBRE 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif à l'introduction de l'euro en ce qui concerne les matières sociales et la santé**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, notamment l'article 105, alinéa 3, 2°, remplacé par la loi du 31 décembre 1983;

Vu le décret du 20 juillet 1989 fixant les règles du financement général des communes wallonnes, notamment l'article 3, remplacé par le décret du 5 novembre 1992;

Vu la loi du 22 mars 1971 octroyant des subsides pour la construction de maisons de repos pour personnes âgées, notamment l'article 3, § 2 et § 3;

Vu le décret du 12 juillet 1990 organisant l'agrément et le subventionnement des services d'aide précoce aux enfants handicapés, notamment l'article 9;

Vu le décret du 28 juillet 1992 relatif aux services d'accompagnement des personnes handicapées adultes, notamment l'article 5;

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, notamment l'article 24, alinéa 1^{er};

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne, notamment l'article 7;

Vu le décret du 4 avril 1996 organisant l'agrément et le subventionnement des services de santé mentale, notamment l'article 23, alinéa 6, et 34, alinéa 1^{er};

Vu le décret du 4 juillet 1996 relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère, notamment l'article 13, alinéa 5;

Vu le décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du Troisième Age, notamment l'article 5, § 6;

Vu le décret du 18 juillet 1997 relatif aux centres de planning et de consultation familiale et conjugale, notamment l'article 25;

Vu le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'action sociale et d'infrastructures sportives, notamment l'article 21;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 11 mars 1983 portant agrément des personnes appelées à aider religieusement et/ou moralement les immigrés;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 8 juillet 1983 réglant l'octroi des subventions pour l'achat ou la construction de bâtiments en vue de l'installation de crèches, pouponnières, maisons maternelles et centres d'accueil, ainsi que pour l'agrandissement, la transformation, les grosses réparations, l'équipement et le premier ameublement de ces immeubles;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 11 octobre 1985 déterminant les conditions d'aide financière aux personnes qui ont la charge d'enfants atteints de phénylcétonurie ou d'autres aminoacidopathies;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 novembre 1987 fixant les conditions d'agrément et de subventionnement des centres de télé-accueil destinés aux personnes en état de crise psychologique, modifié par l'arrêté du 20 mars 1991;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi des subventions à ces services, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 1996;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 octobre 1994 portant exécution du décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mars 1995 fixant les critères objectifs de répartition du Fonds spécial de l'aide sociale revenant aux centres publics d'aide sociale de la Région wallonne à l'exception des centres publics d'aide sociale de la Communauté germanophone;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 avril 1995 exécutant le décret du 28 juillet 1992 relatif aux services d'accompagnement des personnes handicapées adultes, modifié par l'arrêté du 19 novembre 1998;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 avril 1995 exécutant le décret du 12 juillet 1990 organisant l'agrément et le subventionnement des services d'aide précoce aux enfants handicapés, modifié par l'arrêté du 19 novembre 1998;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 novembre 1995 portant exécution du décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 1995 octroyant et fixant les montants des jetons de présence et des indemnités pour les frais de déplacement en faveur des membres du Conseil wallon des établissements de soins;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 1996 portant exécution du décret du 4 avril 1996 organisant l'agrément et le subventionnement des services de santé mentale;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 1997 relatif aux conditions auxquelles les entreprises de travail adapté sont agréées et subventionnées, modifié par les arrêtés des 30 octobre 1997, 4 décembre 1997, 23 juillet 1998, 25 février 1999 et 20 mai 1999;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mars 1997 portant exécution du décret du 4 juillet 1996 relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées, modifié par les arrêtés des 23 juillet 1998, 3 juin 1999, 20 mai 1999, 29 juin 2000 et 11 janvier 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 janvier 1998 octroyant des subventions aux C.P.A.S. dans le cadre de l'intégration professionnelle des personnes bénéficiaires du droit à un minimum de moyens d'existence, modifié par l'arrêté du 14 juin 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 1998 portant exécution du décret du 18 juillet 1997 relatif aux centres de planning et de consultation familiale et conjugale, modifié par l'arrêté du 22 février 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 1998 portant exécution, pour les centres d'accueil pour adultes, du décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'action sociale et d'infrastructures sportives, modifié par l'arrêté du 26 mai 2000;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juillet 1998 affectant des moyens financiers au « Fonds de sécurité d'existence pour les entreprises de travail adapté »;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 novembre 1998 visant à promouvoir l'égalité des chances des personnes handicapées sur le marché de l'emploi, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mai 2000;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 décembre 1998 portant exécution du décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du Troisième Age;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 1999 relatif aux services d'aide aux activités de la vie journalière, modifié par l'arrêté du 3 mai 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 1999 affectant des moyens financiers au « Fonds social pour la promotion de l'emploi dans les entreprises de travail adapté », modifié par l'arrêté du 16 novembre 2000;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mai 1999 portant exécution du décret programme du 16 décembre 1998 portant diverses mesures en matière d'aide sociale, modifié par les arrêtés des 26 octobre 2000 et du 3 mai 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 1999 portant fixation du montant des indemnités et jetons de présence alloués au président et aux membres du Conseil wallon du Troisième Age;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 1999 fixant les conditions et les modalités d'intervention d'aide matérielle à l'intégration des personnes handicapées;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juin 2000 portant fixation du montant des indemnités et jetons de présence alloués au président et aux membres du comité d'accompagnement des centres de planning et de consultation familiale et conjugale;

Vu l'arrêté ministériel du 9 avril 1964 fixant les conditions dans lesquelles les charges résultant du déplacement et du séjour des handicapés au lieu fixé pour leur formation, réadaptation ou rééducation professionnelle sont supportées par le Fonds national de reclassement social des handicapés;

Vu l'arrêté ministériel du 14 mai 1965 fixant les critères d'octroi des subsides à la création, l'agrandissement ou l'aménagement des centres ou services de réadaptation fonctionnelle, modifié par les arrêtés ministériels des 26 juillet 1967, 25 octobre 1969, 13 février 1978 et 24 janvier 1979;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1966 fixant les critères d'octroi des subsides à la création, l'agrandissement, l'aménagement et l'entretien des centres de formation ou de réadaptation professionnelle pour handicapés, modifié par les arrêtés ministériels des 25 octobre 1969 et 6 février 1979, par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française des 25 octobre 1990 et 19 avril 1993 ainsi que par les arrêtés du Gouvernement wallon des 12 décembre 1996 et 22 mai 1997;

Vu l'arrêté ministériel du 27 décembre 1967 fixant les critères d'octroi des interventions d'aide sociale en matière de reclassement social des handicapés, modifié par l'arrêté ministériel du 23 novembre 1970 ainsi que par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 1999;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1976 portant fixation du prix maximum par lit pour le calcul des subsides à la construction, l'aménagement et l'équipement d'établissements spéciaux pour handicapés mentaux ou physiques;

Vu l'arrêté ministériel 4 septembre 1978 fixant, en application de la loi du 22 mars 1971 octroyant des subsides pour la construction de maisons de repos pour personnes âgées, les coûts maxima à prendre en considération pour l'octroi des subsides, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 1999;

Vu l'arrêté ministériel du 5 septembre 1978 fixant les critères d'octroi des subsides à la création, l'agrandissement ou l'aménagement d'ateliers protégés, modifié par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française des 25 octobre 1990 et 14 décembre 1992 ainsi que par l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 juillet 1996;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 2 août 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 septembre 2001;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, donné le 19 septembre 2001;

Vu l'avis du Conseil wallon du Troisième Age, donné le 20 septembre 2001;

Vu la délibération du Gouvernement wallon sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 14 novembre 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Dans l'article 5, § 1^{er}, 2^o, de l'arrêté ministériel du 14 mai 1965 fixant les critères d'octroi des subsides à la création, l'agrandissement ou l'aménagement des centres de réadaptation fonctionnelle, remplacé par l'arrêté ministériel du 26 juillet 1967 et dans l'article 5, § 2, 2^o, du même arrêté, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 5		
§ 1 ^{er} , 2	8 500 francs	210 euros
§ 2, 2 ^o	1 500 francs	37 euros

Art. 3. Dans l'article 5, § 1^{er}, 2), a, de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1966 fixant les critères d'octroi des subsides à la création, l'agrandissement, l'aménagement et l'entretien des centres de formation ou de réadaptation professionnelle pour handicapés, remplacé par l'arrêté ministériel du 6 février 1979 et dans les articles 5, § 2, 2°, et 19 du même arrêté, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 5		
§ 1 ^{er} , 2°, a	12 000 francs	300 euros
§ 2, 2°	1 500 francs	37 euros
Article 19	1 650 francs	41 euros
Article 19	1 500 francs	37 euros

Art. 4. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1976 portant fixation du prix maximum par lit pour le calcul des subsides à la construction, l'aménagement et l'équipement d'établissements spéciaux pour handicapés mentaux ou physiques, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 1 ^{er}		
§ 1 ^{er} , 1 ^{er} tiret	660 000 francs	16.360 euros
§ 1 ^{er} , 2 ^e tiret	795 000 francs	19.700 euros
§ 1 ^{er} , 3 ^e tiret	795 000 francs	19.700 euros
§ 1 ^{er} , 4 ^e tiret	1 190 000 francs	29.500 euros
§ 1 ^{er} , 5 ^e tiret	435 000 francs	10.785 euros
§ 1 ^{er} , 6 ^e tiret	580 000 francs	14.380 euros

Art. 5. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1976 portant fixation du coût maximum par lit pour le calcul des subsides à la construction, l'aménagement et l'équipement des homes pour handicapés adultes, le montant exprimé en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant est remplacé par le montant exprimé en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 1 ^{er}		
§ 1 ^{er}	660 000 francs	16.360 euros

Art. 6. Dans les dispositions, indiquées ci-dessous, de l'arrêté ministériel 4 septembre 1978 fixant, en application de la loi du 22 mars 1971 octroyant des subsides pour la construction de maisons de repos pour personnes âgées, les coûts maxima à prendre en considération pour l'octroi des subsides, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 1999, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 1 ^{er}	2 450 000 francs	60.730 euros
Article 2 alinéa 1 ^{er}	40 000 francs	990 euros
Article 2. alinéa 1 ^{er}	1 550 000 francs	38.420 euros

Art. 7. Dans l'article 5, § 1^{er}, 2°, a, de l'arrêté ministériel du 5 septembre 1978 fixant les critères d'octroi des subsides à la création, l'agrandissement ou l'aménagement d'ateliers protégés, modifié par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française des 25 octobre 1990 et 14 décembre 1992 ainsi que par l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 juillet 1996, et dans l'article 5, § 2, 2°, et § 4, du même arrêté, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 5		
§ 1 ^{er} , 2°, a	12 000 francs	300 euros
§ 2, 2°	1 500 francs	37 euros
§ 4	100 francs	2,50 euros

Art. 8. Dans l'article 3 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 11 mars 1983 portant agrément des personnes appelées à aider religieusement et/ou moralement les immigrés, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 3	400 000 francs	9.920 euros
Article 3	750 000 francs	18.590 euros

Art. 9. Dans l'article 2, § 2, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 8 juillet 1983 réglant l'octroi des subventions pour l'achat ou la construction de bâtiments en vue de l'installation de crèches, pouponnières, maisons maternelles et centres d'accueil, ainsi que pour l'agrandissement, la transformation les grosses réparations, l'équipement et le premier ameublement de ces immeubles, le montant exprimé en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant est remplacé par le montant exprimé en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 2		
§ 2	600 000 francs	14.870 euros

Art. 10. Dans l'article 3, § 1^{er}, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 11 octobre 1985 déterminant les conditions d'aide financière aux personnes qui ont la charge d'enfants atteints de phénylcétonurie ou d'autres aminoacidopathies, et dans les articles 3, § 2 et 3, et 4, § 3, du même arrêté, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 3		
§ 1 ^{er}	2 200 francs	55 euros
§ 1 ^{er}	2 700 francs	67 euros
§ 1 ^{er}	3 000 francs	75 euros
§ 1 ^{er}	3 600 francs	89 euros
§ 1 ^{er}	4 000 francs	99 euros
§ 1 ^{er}	6 100 francs	151 euros
§ 2	1 000 000 francs	24.800 euros
§ 3	500 000 francs	12.400 euros
§ 3	2 000 000 francs	49.600 euros
Article 4		
§ 3	100 francs	2,50 euros

Art. 11. Dans l'article 5 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 novembre 1987 fixant les conditions d'agrément et de subventionnement des centres de télé-accueil destinés aux personnes en état de crise psychologique modifié par l'arrêté du 20 mars 1991, et dans l'article 6, 2°, du même arrêté, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 5	300 000 francs	7.440 euros
Article 6		
2°	450 000 francs	11.160 euros
2°	650 000 francs	16.110 euros
2°	200 000 francs	4960 euros

Art. 12. Dans l'article 8, alinéa 1^{er}, 4°, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi des subventions à ces services, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 1996, le montant exprimé en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant est remplacé par le montant exprimé en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 8		
alinéa 1 ^{er} , 4	200 francs	5 euros

Art. 13. Dans l'article 10, 1°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 octobre 1994 portant exécution du décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 10		
1°	2 500 francs	62 euros
1°	1 500 francs	37 euros
1°	1 200 francs	30 euros

Art. 14. Dans l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du gouvernement wallon du 23 mars 1995 fixant les critères objectifs de répartition du Fonds spécial de l'aide sociale revenant aux centres publics d'aide sociale de la Région wallonne à l'exception des centres publics d'aide sociale de la Communauté germanophone, et dans l'article 4, § 1^{er}, alinéa 2, et § 2, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 4		
§ 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er}	500 000 francs	12.400 euros
§ 1 ^{er} , alinéa 2	1 000 000 francs	24.800 euros
§ 2, alinéa 1 ^{er}	100 000 francs	2.480 euros

Art. 15. Dans l'article 23, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 avril 1995 exécutant le décret du 28 juillet 1992 relatif aux services d'accompagnement des personnes handicapées adultes, le montant exprimé en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant est remplacé par le montant exprimé en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 23		
alinéa 1 ^{er}	500 000 francs	12.400 euros

Art. 16. Dans l'article 24, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 avril 1995 exécutant le décret du 12 juillet 1990 organisant l'agrément et le subventionnement des services d'aide précoce aux enfants handicapés, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 24		
alinéa 1 ^{er}	500 000 francs	12.400 euros

Art. 17. Dans l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 novembre 1995 portant exécution du décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne et dans les articles 25, alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 9	1 250 000 francs	30.990 euros
Article 9	25 000 000 francs	620.000 euros
Article 25		
alinéa 1 ^{er} , 1 ^o	1 500 francs	37 euros
alinéa 1 ^{er} , 2 ^o	1000 francs	25 euros

Art. 18. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 novembre 1995 octroyant et fixant les montants des jetons de présence et des indemnités pour les frais de déplacement en faveur des membres du Conseil wallon des établissements de soins, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 1 ^{er}	600 francs	15 euros
Article 1 ^{er}	500 francs	12,50 euros

Art. 19. Dans l'article 11, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 1996 portant exécution du décret du 4 avril 1996 organisant l'agrément et le subventionnement des services de santé mentale, et dans l'article 23, alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o et 3^o, du même arrêté, les articles les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 11		
alinéa 1 ^{er}	350 francs	8,70 euros
Article 23		
alinéa 1 ^{er} , 1 ^o	750 francs	18,60 euros
alinéa 1 ^{er} , 2 ^o	600 francs	14,90 euros
alinéa 1 ^{er} , 3 ^o	500 francs	12,40 euros

Art. 20. Dans l'article 6bis de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 1997 relatif aux conditions auxquelles les entreprises de travail adapté sont agréées et subventionnées, inséré par l'arrêté du 20 mai 1999, et dans l'article 10, alinéa 4, du même arrêté, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 6bis		
alinéa 1 ^{er}	273,69 francs	6,7846 euros
alinéa 2	273,69 francs	6,7846 euros
Article 10		
alinéa 4	90 000 francs	2.232 euros

Art. 21. A l'annexe 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mars 1997 portant exécution du décret du 4 juillet 1996 relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère, les barèmes D3, C3 et A6 sont identiques aux barèmes correspondants du Ministère de la Région wallonne; le barème « gradué » est identique à celui qui est fixé pour les gradués par la sous commission paritaire 305.1 pour les hôpitaux privés.

Art. 22. L'annexe XVI de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial, insérée par l'arrêté du 11 janvier 2001, est remplacé par l'annexe I au présent arrêté.

Art. 23. Dans l'article 3, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 janvier 1998 octroyant des subventions aux C.P.A.S. dans le cadre de l'intégration professionnelle des personnes bénéficiaires du droit à un minimum de moyens d'existence, et dans l'article 4, alinéas 1^{er} et 2, du même arrêté, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 3		
alinéa 1 ^{er}	9.000 francs	223 euros
Article 4		
alinéa 1 ^{er}	2 500 francs	62 euros
alinéa 2	25 000 francs	620 euros

Art. 24. Dans l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 1998 portant exécution du décret du 18 juillet 1997 relatif aux centres de planning et de consultation familiale et conjugale, modifié par l'arrêté du 22 février 2001, et dans les articles 18 et 22 du même arrêté, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 10		
alinéa 1 ^{er}	600 francs	15 euros
alinéa 2	7 000 francs	175 euros
Article 22		
alinéa 1 ^{er}	1 200 francs	30 euros
Article 18		
alinéa 1 ^{er}	180 000 francs	4.460 euros
alinéa 1 ^{er}	500 000 francs	12 400 euros
alinéa 1 ^{er}	800 000 francs	19.830 euros
alinéa 1 ^{er}	1 000 000 francs	24.800 euros
alinéa 1 ^{er}	1 250 000 francs	30.990 euros
alinéa 1 ^{er}	1 500 000 francs	37.180 euros
alinéa 1 ^{er}	1 750 000 francs	43.380 euros

Art. 25. Dans l'article 22, alinéa 1^{er}, 1°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 1998 portant exécution, pour les centres d'accueil pour adultes, du décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'action sociale et d'infrastructures sportives, et dans l'article 22, alinéa 1^{er}, 2°, du même arrêté, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 22		
alinéa 1 ^{er} , 1°	600 francs	15 euros
alinéa 1 ^{er} , 2°	500 francs	12,50 euros

Art. 26. Dans l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juillet 1998 affectant des moyens financiers au « Fonds de sécurité d'existence pour les entreprises de travail adapté » et dans l'article 3 du même arrêté, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 2	15 000 000 francs	372.000 euros
Article 3	7 500 000 francs	186.000 euros

Art. 27. Dans l'article 22 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 novembre 1998 visant à promouvoir l'égalité des chances des personnes handicapées sur le marché de l'emploi, modifié par l'arrêté du 18 mai 2000, et dans les articles 27, 35, 45 et 74 du même arrêté, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau

Article 22		
alinéa 1 ^{er}	40 francs	1 euro
alinéa 2	60 francs	1,5 euros
Article 27	40 francs	1 euro
Article 35		
alinéa 2	24 000 francs	600 euros
alinéa 2	12 000 francs	300 euros
alinéa 2	6 000 francs	150 euros
Article 45	10 000 francs	250 euros
Article 74		
alinéa 1 ^{er} , 2 ^o	100 000 francs	2.480 euros
alinéa 1 ^{er} , 2 ^o	100 000 francs	2.480 euros

Art. 28. Dans l'article 33, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 décembre 1998 portant exécution du décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du Troisième Age, le montant exprimé en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant est remplacé par le montant exprimé en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 33		
alinéa 2	100 francs	2,50 euros

Art. 29. Dans l'article 15, § 2, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 1999 relatif aux services d'aide aux activités de la vie journalière, le montant exprimé en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant est remplacé par le montant exprimé en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 15		
§ 2, alinéa 3	80 000 francs	1980 euros

Art. 30. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 1999 affectant des moyens financiers au « Fonds social pour la promotion de l'emploi dans les entreprises de travail adapté », sont apportés les modifications suivantes :

1° à l'article 2, alinéa 1^{er}, remplacé par l'arrêté du 16 novembre 2000, les mots « 62 800 000 FB (1.556.771,34 euros) » sont remplacés par les mots « 1.560.000 euros »;

2° à l'article 2*bis*, alinéa 1^{er}, inséré par l'arrêté du 16 novembre 2000, les mots « 1 600 000 FB (39.662,96 euros) » sont remplacés par les mots « 39.660 euros ».

Art. 31. Dans l'article 5*bis*, 5*quater*, 5*quinquies*, 5*sexies* et 5*septies*, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mai 1999 portant exécution du décret programme du 16 décembre 1999 portant diverses mesures en matière d'aide sociale, inséré par l'arrêté du 3 mai 2001, dans l'article 17 et dans l'article 19 du même arrêté modifié par l'arrêté du 3 mai 2001, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 5 <i>bis</i>		
§ 1 ^{er} , 1 ^o	30 000 francs	745 euros
§ 1 ^{er} , 2 ^o	100 000 francs	2.480 euros
§ 1 ^{er} , 3 ^o	200 000 francs	4.960 euros
§ 1 ^{er} , 4 ^o	600 000 francs	14.870 euros
§ 1 ^{er} , 5 ^o	1 000 000 francs	24.800 euros
§ 1 ^{er} , 6 ^o	1 300 000 francs	32.230 euros
§ 2	200 000 francs	4.960 euros
§ 3	250 000 francs	6.200 euros
Article 5 <i>quater</i>	50 000 francs	1.240 euros
Article 5 <i>quater</i>	100 000 francs	2.480 euros
Article 5 <i>quinquies</i>	50 000 francs	1.240 euros
Article 5 <i>quinquies</i>	100 000 francs	2.480 euros

Article 5 ^{sexies}		
alinéa 1 ^{er} , 1°	2 000 francs	50 euros
alinéa 1 ^{er} , 2°	2 500 francs	62 euros
alinéa 1 ^{er} , 3°	3 500 francs	87 euros
alinéa 1 ^{er} , 4°	5 000 francs	124 euros
alinéa 3, 1 ^{er} tiret	200 000 francs	4960 euros
alinéa 3, 2 ^e tiret	400 000 francs	9920 euros
alinéa 3, 3 ^e tiret	500 000 francs	12.400 euros
alinéa 3, 4 ^e tiret	600 000 francs	14.870 euros
alinéa 3, 5 ^e tiret	800 000 francs	19.840 euros
alinéa 3, 6 ^e tiret	1 000 000 francs	24.800 euros
Article 5 ^{septies}	10 000 francs	250 euros
Article 5 ^{septies}	15 000 francs	370 euros
Article 17	500 000 francs	12.400 euros
Article 17	250 000 francs	6.200 euros
Article 19	1 200 000 francs	29.750 euros

Art. 32. L'annexe I du même arrêté est remplacée par l'annexe II au présent arrêté.

Art. 33. Dans l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 1999 portant fixation du montant des indemnités et jetons de présence alloués au président et aux membres du Conseil wallon du Troisième Age, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 2		
alinéa 2	600 francs	15 euros
alinéa 2	500 francs	12,50 euros

Art. 34. Dans l'article 11 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 1999 fixant les conditions et modalités d'intervention d'aide matérielle à l'intégration des personnes handicapées, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 11		
§ 2, alinéa 1 ^{er}	10 000 francs	248 euros
§ 3, alinéa 1 ^{er} , 1°	50 000 francs	1.240 euros
§ 3, alinéa 1 ^{er} , 2°	50 000 francs	1.240 euros
§ 3, alinéa 5	60 000 francs	1.490 euros
§ 3, alinéa 6, 1°	1 800 001 francs	44.600,01 euros
§ 3, alinéa 6, 1°	2 350 000 francs	58.250 euros
§ 3, alinéa 6, 2°	1 250 001 francs	31.000,01 euros
§ 3, alinéa 6, 2°	1 800 000 francs	44.620 euros
§ 3, alinéa 6, 3°	700 001 francs	17.350,01 euros
§ 3, alinéa 6, 3°	1 250 000 francs	31.000 euros
§ 3, alinéa 6, 4°	700 000 francs	17.350 euros

Art. 35. Dans l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juin 2000 portant fixation du montant des indemnités et jetons de présence alloués au président et aux membres du comité d'accompagnement des centres de planning et de consultation familiale et conjugale, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 2		
alinéa 2	600 francs	15 euros
alinéa 2	500 francs	12,50 euros

Art. 36. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2002.

Art. 37. Le Ministre des Affaires sociales et la Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 décembre 2001.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

ANNEXE I

Le montant de la part contributive par journée de présence est fixé comme suit :

1. Enfants à charge des personnes visées aux articles 41*bis*, § 3 et 44*bis*, § 3.

Service d'accueil de jour pour jeunes	Service résidentiel pour jeunes
2,38 euros	4,04 euros

2. Autres.

Revenus imposables	Service d'accueil de jour pour jeunes	Service résidentiel pour jeunes
12.394,68 euros et moins	2,63 euros	4,29 euros
12.394,69 euros à 18.592,01 euros	3,42 euros	5,73 euros
18.592,02 euros à 24.789,35 euros	4,51 euros	7,51 euros
24.789,36 euros à 30.986,69 euros	5,58 euros	9,30 euros
30.986,70 euros à 37.184,03 euros	6,64 euros	11,08 euros
37.184,04 euros à 43.381,37 euros	7,71 euros	12,87 euros
43.381,38 euros et plus	8,80 euros	14,65 euros

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2001 relatif à l'introduction de l'euro en ce qui concerne les matières sociales et la santé.

Namur, le 13 décembre 2001.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

ANNEXE II

I. ECHELLES DES TRAITEMENTS DU PERSONNEL DE L'OBSERVATOIRE DU CREDIT ET DE L'ENDETTEMENT

Les échelles des traitements du personnel de l'Observatoire du Crédit correspondent aux échelles barémiques suivantes du Ministère de la Région wallonne :

1. Directeur : A 5 S;
2. Attaché : A 6;
3. Gradué : B 3.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2001 relatif à l'introduction de l'euro en ce qui concerne les matières sociales et la santé.

Namur, le 13 décembre 2001.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

VERTALING

N. 2002 — 230

[C — 2002/27038]

**13 DECEMBER 2001. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende de invoering van de euro voor wat betreft de sociale aangelegenheden en de gezondheid**

De Waalse Regering,

Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, inzonderheid op artikel 105, 3^e lid, 2^o, vervangen bij de wet van 31 december 1983;

Gelet op het decreet van 20 juli 1989 tot vaststelling van de regelen inzake algemene financiering van de Waalse gemeenten, inzonderheid op artikel 3, vervangen bij het decreet van 5 november 1992;

Gelet op de wet van 22 maart 1971 tot subsidiëring van de bouw van rustoorden voor bejaarden, inzonderheid op artikel 3, § 2 en § 3;

Gelet op het decreet van 12 juli 1990 houdende organisatie van de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor vroegtijdige hulpverlening aan gehandicapte kinderen, inzonderheid op artikel 9;

Gelet op het decreet van 28 juli 1992 betreffende de begeleidingsdiensten voor volwassen gehandicapten, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, inzonderheid op artikel 24, 1^e lid;

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van psychiatrische ziekenhuizen in het Waalse Gewest, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op het decreet van 4 april 1996 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg, inzonderheid op artikel 23, 6^e lid, en 34, 1^e lid;

Gelet op het decreet van 4 juli 1996 betreffende de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst, inzonderheid op artikel 13, 5^e lid;

Gelet op het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de « Conseil wallon du Troisième Age » (Waalse Raad voor de Derde Leeftijd), inzonderheid op artikel 5, § 6;

Gelet op het decreet van 18 juli 1997 betreffende de centra voor levens- en gezinsvragen, inzonderheid op artikel 25;

Gelet op het Programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake sociale actie en sportinfrastructures, inzonderheid op artikel 21;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 11 maart 1983 houdende erkenning van de personen die de immigranten religieus en/of moreel moeten bijstaan;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 8 juli 1983 betreffende de regeling van de toekenning van subsidies voor de aankoop of de bouw van gebouwen met het oog op de vestiging van kinderbewaarplaatsen, zuigelingenafdelingen, moederhuizen en onthaalcentra, evenals voor de uitbreiding, de ombouw, de grote herstellingen, de uitrusting en de eerste meubelen van deze panden;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 11 oktober 1985 tot bepaling van de voorwaarden voor de financiële hulp aan de personen die kinderen getroffen door fenylcetonurie of andere aminozidopathieën, ten laste hebben;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 5 november 1987 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van en voor toekenning van toelagen aan de centra voor tele-onthaal voor personen in psychologische crisistoestand, zoals gewijzigd bij het besluit van 20 maart 1991;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan deze diensten, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 april 1996;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 20 oktober 1994 tot uitvoering van het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 maart 1995 tot vaststelling van de objectieve criteria voor de verdeling van het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn dat aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van het Waalse Gewest toekomt, met uitzondering van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van de Duitstalige Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 april 1995 tot uitvoering van het decreet van 28 juli 1992 betreffende de begeleidingsdiensten voor volwassen gehandicapten, zoals gewijzigd bij het besluit van 19 november 1998;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 april 1995 tot uitvoering van het decreet van 12 juli 1990 houdende organisatie van de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor vroegtijdige hulpverlening aan gehandicapte kinderen, zoals gewijzigd bij het besluit van 19 november 1998;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 9 november 1995 tot uitvoering van het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van psychiatrische ziekenhuizen in het Waalse Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 november 1995 tot vaststelling van het bedrag van de presentiegelden en de reiskostenvergoedingen en tot toekenning ervan aan de leden van de « Conseil wallon des établissements de soins » (Waalse Raad voor verzorgingsinstellingen);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 7 november 1996 tot uitvoering van het decreet van 4 april 1996 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 januari 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de bedrijven voor aangepast werk, zoals gewijzigd bij de besluiten van 30 oktober 1997, 4 december 1997, 23 juli 1998, 25 februari 1999 en 20 mei 1999;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 maart 1997 tot uitvoering van het decreet van 4 juli 1996 betreffende de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997, betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen, zoals gewijzigd bij de besluiten van 23 juli 1998, 3 juni 1999, 20 mei 1999, 29 juni 2000 en 11 januari 2001;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 januari 1998 tot toekenning van toelagen aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn in het kader van de inschakeling van bestaansminimumtrekkers in het arbeidsproces, zoals gewijzigd bij het besluit van 14 juni 2001;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 1998 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de centra voor levens- en gezinsvragen, zoals gewijzigd bij het besluit van 22 februari 2001;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 1998 tot uitvoering, wat de opvangcentra voor volwassenen betreft, van het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake sociale actie en sportinfrastructuren, zoals gewijzigd bij het besluit van 26 mei 2000;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 juli 1998 tot toekenning van geldmiddelen aan het Bestaanszekerheidsfonds voor bedrijven voor aangepast werk;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 5 november 1998 tot bevordering van de kansen van de gehandicapte personen op de arbeidsmarkt, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 mei 2000;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 december 1998 tot uitvoering van het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de « Conseil wallon du Troisième Age » (Waalse Raad voor de Derde Leeftijd);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 1 april 1999 betreffende de hulpdiensten i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven, zoals gewijzigd bij het besluit van 3 mei 2001;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 april 1999 tot toekenning van geldmiddelen aan het « Sociaal Fonds voor de bevordering van de tewerkstelling in de bedrijven voor aangepast werk », zoals gewijzigd bij het besluit van 16 november 2000;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 20 mei 1999 tot uitvoering van het programmadecreet van 16 december 1998 houdende verschillende maatregelen inzake sociale actie, zoals gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 26 oktober 2000 en 3 mei 2001;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 1999 tot vaststelling van het bedrag van de vergoedingen en de presentiegelden die toegekend worden aan de voorzitter en de leden van de « Conseil wallon du troisième âge » (Waalse Raad voor de Derde Leeftijd),

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 1999 tot bepaling van de tegemoetkomingsvoorwaarden en -modaliteiten inzake de materiële bijstand verleend voor de integratie van gehandicapte personen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 juni 2000 tot vaststelling van het bedrag van de vergoedingen en de presentiegelden die toegekend worden aan de voorzitter en de leden van het begeleidingscomité van de centra voor levens- en gezinsvragen;

Gelet op het ministerieel besluit van 9 april 1964 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de lasten die voor de mindervaliden voortvloeien uit de verplaatsing naar en het verblijf op de plaats die aangewezen werd voor hun beroepsopleiding, omscholing of herscholing, worden gedragen door het Rijksfonds voor sociale reclassering van de mindervaliden;

Gelet op het ministerieel besluit van 14 mei 1965 houdende vaststelling van de criteria van toekenning der toelagen voor de oprichting, de vergroting of de inrichting van centra of diensten voor revalidatie, zoals gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 26 juli 1967, 25 oktober 1969, 13 februari 1978 en 24 januari 1979;

Gelet op het ministerieel besluit van 22 september 1966 houdende vaststelling van de criteria voor de toekenning van toelagen voor de oprichting, de vergroting, de inrichting en het onderhoud van de centra voor beroepsopleiding of omscholing van de mindervaliden, zoals gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 25 oktober 1969 en 6 februari 1979, bij de besluiten van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 25 oktober 1990 en 19 april 1993, alsook bij de besluiten van de Waalse Regering van 12 december 1996 en 22 mei 1997;

Gelet op het ministerieel besluit van 27 december 1967 houdende vaststelling van de criteria van toekenning der tegemoetkomingen inzake sociale hulp op het gebied van de sociale reclassering van de mindervaliden, zoals gewijzigd bij het ministerieel besluit van 23 november 1970, alsook bij het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 1999;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 januari 1976 houdende vaststelling van de maximumprijs per bed voor het subsidiëren van de bouw, de aanpassing en de uitrusting van speciale inrichtingen voor intellectueel of fysisch gehandicapten;

Gelet op het ministerieel besluit van 4 september 1978 tot vaststelling, met toepassing van de wet van 22 maart 1971 tot subsidiëring van de bouw van rustoorden voor bejaarden, van de maximale kostprijzen die voor subsidiëring in aanmerking komen, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 april 1999;

Gelet op het ministerieel besluit van 5 september 1978 houdende vaststelling van de criteria voor toekenning van de toelagen voor de oprichting, de vergroting of de inrichting van beschutte werkplaatsen, zoals gewijzigd bij de besluiten van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 25 oktober 1990 en 14 december 1992, alsook bij het besluit van de Waalse Regering van 25 juli 1996;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 2 augustus 2001;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 4 september 2001;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de « Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées » (Waal Agentschap voor de integratie van gehandicapte personen), gegeven op 19 september 2001;

Gelet op het advies van de « Conseil wallon du Troisième Age » (Waalse Raad voor de Derde Leeftijd), gegeven op 20 september 2001;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen een termijn van minder dan één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 14 november 2001, overeenkomstig artikel 84, 1^e lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten over de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art. 2. In artikel 5, § 1, 2^o, van het ministerieel besluit van 14 mei 1965 houdende vaststelling van de criteria van toekenning der toelagen voor de oprichting, de vergroting of de inrichting van centra of diensten voor revalidatie, vervangen bij het ministerieel besluit van 26 juli 1967, en in artikel 5, § 2, 2^o van hetzelfde besluit, worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 5		
§ 1, 2	8 500 frank	210 euro
§ 2, 2 ^o	1 500 frank	37 euro

Art. 3. In artikel 5, § 1, 2), a, van het ministerieel besluit van 22 september 1966 houdende vaststelling van de criteria voor de toekenning van toelagen voor de oprichting, de vergroting, de inrichting en het onderhoud van de centra voor beroepsopleiding of omscholing van de mindervaliden, vervangen bij het ministerieel besluit van 6 februari 1979 en in artikelen 5, § 2, 2°, en 19 van hetzelfde besluit, worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 5		
§ 1, 2°, a	12 000 frank	300 euro
§ 2, 2°	1 500 frank	37 euro
Artikel 19	1 650 frank	41 euro
Artikel 19	1 500 frank	37 euro

Art. 4. In artikel 1 van het ministerieel besluit van 23 januari 1976 houdende vaststelling van de maximumprijs per bed voor het subsidiëren van de bouw, de aanpassing en de uitrusting van speciale inrichtingen voor intellectueel of fysisch gehandicapten worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 1		
§ 1, 1 ^e streepje	660 000 frank	16.360 euro
§ 1, 2 ^e streepje	795 000 frank	19.700 euro
§ 1, 3 ^e streepje	795 000 frank	19.700 euro
§ 1, 4 ^e streepje	1 190 000 frank	29.500 euro
§ 1, 5 ^e streepje	435 000 frank	10.785 euro
§ 1, 6 ^e streepje	580 000 frank	14.380 euro

Art. 5. In artikel 1 van het ministerieel besluit van 23 januari 1976 houdende vaststelling van de maximumprijs per bed voor het subsidiëren van de bouw, de aanpassing en de uitrusting van speciale inrichtingen voor intellectueel of fysisch gehandicapten worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 1		
§ 1	660 000 frank	16.360 euro

Art. 6. In de hierna vermelde bepalingen van het ministerieel besluit van 4 september 1978 tot vaststelling, met toepassing van de wet van 22 maart 1971 tot subsidiëring van de bouw van rustoorden voor bejaarden, van de maximale kostprijzen die voor subsidiëring in aanmerking komen, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 april 1999, worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 1	2 450 000 frank	60.730 euro
Artikel 2		
1 ^e lid	40 000 frank	990 euro
Artikel 6		
1 ^e lid	1 550 000 frank	38.420 euro

Art. 7. In artikel 5, § 1, 2°, a, van het ministerieel besluit van 5 september 1978 houdende vaststelling van de criteria voor toekenning van de toelagen voor de oprichting, de vergroting of de inrichting van beschutte werkplaatsen, zoals gewijzigd bij de besluiten van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 25 oktober 1990 en 14 december 1992, alsook bij het besluit van de Waalse Regering van 25 juli 1996, en in artikel 5, § 2, 2°, en § 4, van hetzelfde besluit worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 5		
§ 1, 2°, a	12 000 frank	300 euro
§ 2, 2°	1 500 frank	37 euro
§ 4	100 frank	2,50 euro

Art. 8. In artikel 3 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 11 maart 1983 houdende erkenning van de personen die de immigranten religieus en/of moreel moeten bijstaan worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 5		
Artikel 3	400 000 frank	9.920 euro
Artikel 3	750 000 frank	18.590 euro

Art. 9. In artikel 2, § 2, van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 8 juli 1983 betreffende de regeling van de toekenning van subsidies voor de aankoop of de bouw van gebouwen met het oog op de vestiging van kinderbewaarplaatsen, zuigelingenafdelingen, moederhuizen en onthaalcentra, evenals voor de uitbreiding, de ombouwing, de grote herstellingen, de uitrusting en de eerste meubelen van deze panden worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 2		
§ 2	600 000 frank	14.870 euro

Art. 10. In artikel 3, § 1, van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 11 oktober 1985 tot bepaling van de voorwaarden voor de financiële hulp aan de personen die kinderen getroffen door fenylcetonurie of andere aminoacidopathieën, ten laste hebben, en in artikelen 3, § 2 en 3, en 4, § 3 van hetzelfde besluit, worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 3		
§ 1	2 200 frank	55 euro
§ 1	2 700 frank	67 euro
§ 1	3 000 frank	75 euro
§ 1	3 600 frank	89 euro
§ 1	4 000 frank	99 euro
§ 1	6 100 frank	151 euro
§ 2	1 000 000 frank	24.800 euro
§ 3	500 000 frank	12.400 euro
§ 3	2 000 000 frank	49.600 euro
Artikel 4		
§ 3	100 frank	2,50 euro

Art. 11. In artikel 5 van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 5 november 1987 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van en voor toekenning van toelagen aan de centra voor tele-onthaal voor personen in psychologische crisistoestand, zoals gewijzigd bij het besluit van 20 maart 1991, en in artikel 6, 2°, van hetzelfde besluit worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 5	300 000 frank	7.440 euro
Artikel 6		
2°	450 000 frank	11.160 euro
2°	650 000 frank	16.110 euro
2°	200 000 frank	4960 euro

Art. 12. In artikel 8, 1° lid, 4°, van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan deze diensten, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 april 1996 worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 8		
1° lid, 4°	200 frank	5 euro

Art. 13. In artikel 10, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 20 oktober 1994 tot uitvoering van het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 10		
1°	2 500 frank	62 euro
1°	1 500 frank	37 euro
1°	1 200 frank	30 euro

Art. 14. In artikel 4, § 1, 1^e lid, van het besluit van de Waalse Regering van 23 maart 1995 tot vaststelling van de objectieve criteria voor de verdeling van het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn dat aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van het Waalse Gewest toekomt, met uitzondering van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van de Duitstalige Gemeenschap, en in artikel 4, § 1, 2^e lid, en § 2, 1^e lid, van hetzelfde besluit, worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 4		
§ 1, 1 ^e lid	500 000 frank	12.400 euro
§ 1, 2 ^e lid	1 000 000 frank	24.800 euro
§ 2, 1 ^e lid	100 000 frank	2.480 euro

Art. 15. In artikel 23, 1^e lid, van het besluit van de Waalse Regering van 13 april 1995 tot uitvoering van het decreet van 28 juli 1992 betreffende de begeleidingsdiensten voor volwassen gehandicapten, worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 23		
1 ^e lid	500 000 frank	12.400 euro

Art. 16. In artikel 24, 1^e lid, van het besluit van de Waalse Regering van 13 april 1995 tot uitvoering van het decreet van 12 juli 1990 houdende organisatie van de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor vroegtijdige hulpverlening aan gehandicapte kinderen worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 24		
1 ^e lid	500 000 frank	12.400 euro

Art. 17. In artikel 9 van het besluit van de Waalse Regering van 9 november 1995 tot uitvoering van het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van psychiatrische ziekenhuizen in het Waalse Gewest en in artikelen 25, 1^e lid, 1^o en 2^o, worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 9	1 250 000 frank	30.990 euro
Artikel 9	25 000 000 frank	620.000 euro
Artikel 25		
1 ^e lid, 1 ^o	1 500 frank	37 euro
1 ^e lid, 2 ^o	1 000 frank	25 euro

Art. 18. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 16 november 1995 tot vaststelling van het bedrag van de presentiegelden en de reiskostenvergoedingen en tot toekenning ervan aan de leden van de « Conseil wallon des établissements de soins » (Waalse Raad voor verzorgingsinstellingen) worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 1	600 frank	15 euro
Artikel 1	500 frank	12,50 euro

Art. 19. In artikel 11, 1^e lid van het besluit van de Waalse Regering van 7 november 1996 tot uitvoering van het decreet van 4 april 1996 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg, en in artikel 23, 1^e lid, 1^o, 2^o en 3^o van hetzelfde besluit worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 11		
1 ^e lid	350 frank	8,70 euro
Artikel 23		
1 ^e lid, 1 ^o	750 frank	18,60 euro
1 ^e lid, 2 ^o	600 frank	14,90 euro
1 ^e lid, 3 ^o	500 frank	12,40 euro

Art. 20. In artikel 6bis van het besluit van de Waalse Regering van 23 januari 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de bedrijven voor aangepast werk ingevoegd bij het besluit van 20 mei 1999, en in artikel 10, 4^e lid van hetzelfde besluit, worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 6bis		
1 ^e lid	273,69 frank	6,7846 euro
lid 2	273,69 frank	6,7846 euro
Artikel 10		
lid 4	90 000 frank	2.232 euro

Art. 21. In bijlage 2 van het besluit van de Waalse Regering van 6 maart 1997 tot uitvoering van het decreet van 4 juli 1996 betreffende de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst zijn de weddeschalen D3, C3 en A6 gelijk aan de overeenstemmende weddeschalen van het Ministerie van het Waalse Gewest; de weddeschaal «gegradueerde» is gelijk aan dewelke vastgesteld is voor de gegradueerden door het paritair subcomité 305.1 voor de privé-ziekenhuizen.

Art. 22. De bij het besluit van 11 januari 2001 ingevoegde bijlage XVI van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997, betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen wordt vervangen door de bijlage I bij dit besluit.

Art. 23. In artikel 3, 1^e lid, van het besluit van de Waalse Regering van 27 januari 1998 tot toekenning van toelagen aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn in het kader van de inschakeling van bestaansminimumtrekkers in het arbeidsproces, en in artikel 4, 1^e en 2^e lid, van hetzelfde besluit worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 3		
1 ^e lid	9 000 frank	223 euro
Artikel 4		
1 ^e lid	2 500 frank	62 euro
2 ^e lid	25 000 frank	620 euro

Art. 24. In artikel 10 van het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 1998 houdende uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de centra voor levens- en gezinsvragen, zoals gewijzigd bij het besluit van 22 februari 2001, en in artikelen 18 en 22 van hetzelfde besluit worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 10		
1 ^e lid	600 frank	15 euro
2 ^e lid	7 000 frank	175 euro
Artikel 22		
1 ^e lid	1 200 frank	30 euro
Artikel 18		
1 ^e lid	180 000 frank	4.460 euro
1 ^e lid	500 000 frank	12.400 euro
1 ^e lid	800 000 frank	19.830 euro
1 ^e lid	1 000 000 frank	24.800 euro
1 ^e lid	1 250 000 frank	30.990 euro
1 ^e lid	1 500 000 frank	37.180 euro
1 ^e lid	1 750 000 frank	43.380 euro

Art. 25. In artikel 22, 1^e lid, 1^o, van het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 1998 tot uitvoering, wat de opvangcentra voor volwassenen betreft, van het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake sociale actie en sportinfrastructuren, en in artikel 22, 1^e lid, 2^o, van hetzelfde besluit worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 22		
1 ^e lid, 1 ^o	600 frank	15 euro
1 ^e lid, 2 ^o	500 frank	12,50 euro

Art. 26. In artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 23 juli 1998 tot toekenning van geldmiddelen aan het Bestaanszekerheidsfonds voor bedrijven voor aangepast werk en in artikel 3 van hetzelfde besluit worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 2	15 000 000 frank	372.000 euro
Artikel 3	7 500 000 frank	186.000 euro

Art. 27. In artikel 22 van het besluit van de Waalse Regering van 5 november 1998 tot bevordering van de kansen van de gehandicapte personen op de arbeidsmarkt, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 mei 2000 en in artikelen 27, 35, 45 en 74 van hetzelfde besluit worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 22		
1 ^e lid	40 frank	1 euro
2 ^e lid	60 frank	1,5 euro
Artikel 27	40 frank	1 euro
Artikel 35		
2 ^e lid	24 000 frank	600 euro
2 ^e lid	12 000 frank	300 euro
2 ^e lid	6 000 frank	150 euro
Artikel 45	10 000 frank	250 euro
Artikel 74		
1 ^e lid, 2 ^o	100 000 frank	2480 euro
1 ^e lid, 2 ^o	100 000 frank	2480 euro

Art. 28. In artikel 33, 2^e lid, van het besluit van de Waalse Regering van 3 december 1998 tot uitvoering van het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de « Conseil wallon du Troisième Age » (Waalse Raad voor de derde leeftijd) worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 33		
2 ^e lid	100 frank	2,50 euro

Art. 29. In artikel 15, § 2, 3^e lid, van het besluit van de Waalse Regering van 1 april 1999 betreffende de hulpdiensten i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 15		
§ 2, 3 ^e lid	80 000 frank	1980 euro

Art. 30. In het besluit van de Waalse Regering van 29 april 1999 tot toekenning van geldmiddelen aan het « Sociaal Fonds voor de bevordering van de tewerkstelling in de bedrijven voor aangepast werk » worden volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in artikel 2, 1^e lid, vervangen bij het besluit van 16 november 2000, worden de woorden « 62 800 000 BEF (1.556.771, 34 euro) » vervangen door de woorden « 1.560.000 euro »;

2^o in artikel 2*bis*, 1^e lid, ingevoegd bij het besluit van 16 november 2000, worden de woorden « 1 600 000 BEF (39.662,96 euro) » vervangen door de woorden « 39.660 euro ».

Art. 31. In artikel 5*bis*, 5*quater*, 5*quinquies*, 5*sexies* en 5*septies* van het besluit van de Waalse Regering van 20 mei 1999 tot uitvoering van het programmadecreet van 16 december 1998 houdende verschillende maatregelen inzake sociale actie, ingevoegd bij het besluit van 3 mei 2001, in artikel 17 en in artikel 19 van hetzelfde besluit gewijzigd bij het besluit van 3 mei 2001 worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 5 <i>bis</i>		
§ 1, 1 ^o	30 000 frank	745 euro
§ 1, 2 ^o	100 000 frank	2.480 euro
§ 1, 3 ^o	200 000 frank	4.960 euro
§ 1, 4 ^o	600 000 frank	14.870 euro
§ 1, 5 ^o	1 000 000 frank	24.800 euro
§ 1, 6 ^o	1 300 000 frank	32.230 euro
§ 2	200 000 frank	4.960 euro
§ 3	250 000 frank	6.200 euro
Artikel 5 <i>quater</i>	50 000 frank	1.240 euro
Artikel 5 <i>quater</i>	100 000 frank	2.480 euro
Artikel 5 <i>quinquies</i>	50 000 frank	1.240 euro

Artikel 5bis		
Artikel 5quinquies	100 000 frank	2.480 euro
Artikel 5sexies		
1 ^e lid, 1 ^o	2 000 frank	50 euro
1 ^e lid, 2 ^o	2 500 frank	62 euro
1 ^e lid, 3 ^o	3 500 frank	87 euro
1 ^e lid, 4 ^o	5 000 frank	124 euro
3 ^e lid, 1 ^e streepje	200 000 frank	4960 euro
3 ^e lid, 2 ^e streepje	400 000 frank	9920 euro
3 ^e lid, 3 ^e streepje	500 000 frank	12.400 euro
3 ^e lid, 4 ^e streepje	600 000 frank	14.870 euro
3 ^e lid, 5 ^e streepje	800 000 frank	19.840 euro
3 ^e lid, 6 ^e streepje	1 000 000 frank	24.800 euro
Artikel 5septies	10 000 frank	250 euro
Artikel 5septies	15 000 frank	370 euro
Artikel 17	500 000 frank	12.400 euro
Artikel 17	250 000 frank	6.200 euro
Artikel 19	1 200 000 frank	29.750 euro

Art. 32. Bijlage I van hetzelfde besluit wordt vervangen door bijlage II bij dit besluit.

Art. 33. In artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 1999 tot vaststelling van het bedrag van de vergoedingen en de presentiegelden die toegekend worden aan de voorzitter en de leden van de « Conseil wallon du Troisième Age » (Waalse Raad voor de Derde Leeftijd) worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 2		
2 ^e lid	600 frank	15 euro
2 ^e lid	500 frank	12,50 euro

Art. 34. In artikel 11 van het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 1999 tot bepaling van de tegemoetkomingsvoorwaarden en -modaliteiten inzake de materiële bijstand verleend voor de integratie van gehandicapte personen worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 11		
§ 2, 1 ^e lid	10 000 frank	248 euro
§ 3, 1 ^e lid, 1 ^o	50 000 frank	1.240 euro
§ 3, 1 ^e lid, 2 ^o	50 000 frank	1.240 euro
§ 3, 5 ^e lid	60 000 frank	1.490 euro
§ 3, 6 ^e lid, 1 ^o	1 800 001 frank	44.600,01 euro
§ 3, 6 ^e lid, 1 ^o	2 350 000 frank	58.250 euro
§ 3, 6 ^e lid, 2 ^o	1 250 001 frank	31.000,01 euro
§ 3, 6 ^e lid, 2 ^o	1 800 000 frank	44.620 euro
§ 3, 6 ^e lid, 3 ^o	700 001 frank	17.350,01 euro
§ 3, 6 ^e lid, 3 ^o	1 250 000 frank	31.000 euro
§ 3, 6 ^e lid, 4 ^o	700 000 frank	17.350 euro

Art. 35. In artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 15 juni 2000 tot vaststelling van het bedrag van de vergoedingen en de presentiegelden die toegekend worden aan de voorzitter en de leden van het begeleidingscomité van de centra voor levens- en gezinsvragen worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 2		
2 ^e lid	600 frank	15 euro
2 ^e lid	500 frank	12,50 euro

Art. 36. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2002.

Art. 37. De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 december 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

BIJLAGE I

Het bedrag van de bijdrage per dag aanwezigheid wordt vastgesteld als volgt :

3. Kinderen ten laste van de personen bedoeld bij artikelen 41bis, § 3 en 44bis, § 3.

Dagonthaaldienst voor jongeren	Residentiële diensten voor jongeren
2,38 euro	4,04 euro

4. Andere.

Belastbare inkomens	Dagonthaaldienst voor jongeren	Residentiële diensten voor jongeren
Tot en met 12.394,68 euro	2,63 euro	4,29 euro
12.394,69 euro tot 18.592,01 euro	3,42 euro	5,73 euro
18.592,02 euro tot 24.789,35 euro	4,51 euro	7,51 euro
24.789,36 euro tot 30.986,69 euro	5,58 euro	9,30 euro
30.986,70 euro tot 37.184,03 euro	6,64 euro	11,08 euro
37.184,04 euro tot 43.381,37 euro	7,71 euro	12,87 euro
43.381,38 euro en meer	8,80 euro	14,65 euro

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 13 december 2001 van de Waalse Regering betreffende de invoering van de euro voor wat betreft de sociale aangelegenheden en de gezondheid.

Namen, 13 december 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

BIJLAGE II

I. WEDDESCHALEN VAN HET PERSONEEL VAN HET « OBSERVATOIRE DU CREDIT ET DE L'ENDETTEMENT »
(WAARNEMINGSCENTRUM KREDIET EN SCHULDENLAST)

De weddeschalen van het personeel van het « Observatoire du Crédit » stemmen overeen met volgende weddeschalen van het Ministerie van het Waalse Gewest :

1. Directeur : A 5 S;
2. Attaché : A 6;
3. Gegraduateerde : B 3.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 13 december 2001 van de Waalse Regering betreffende de invoering van de euro voor wat betreft de sociale aangelegenheden en de gezondheid.

Namen, 13 december 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE